

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10°)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, Paris (2°)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
1 an 120 fr.	1 an 150 fr.
Six mois 60 fr.	Six mois 80 fr.
Trois mois 30 fr.	Trois mois 40 fr.
Chèque postal	Delecourt 691-12

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Don Quichottisme syndical

Dans un discours qu'il a prononcé à Brighton, M. Dobbis, le président de l'Union Nationale des Cheminots anglais, a déclaré qu'il espérait que tous les membres de l'Union, et surtout les jeunes, refuseront de répondre à l'appel qui leur a été adressé par le Ministère de la Guerre de s'engager pour former des réserves, et que, de toutes façons, on pouvait être assuré que le Comité exécutif de l'Union refuserait de s'associer à tout mouvement qui tendrait à enrôler les cheminots dans une organisation quelconque.

Quel est donc ce président d'organisation ouvrière qui prend une telle attitude d'opposition et se dresse carrément contre les gouvernements qui espèrent militariser une des fractions de la classe ouvrière la plus indispensable à la vie économique d'un pays ? Quel est donc ce syndicat profondément imbu des principes libertaires, qui déborde des cadres restreints d'un syndicalisme dénué, pour affirmer qu'il ne se prêterait pas aux manœuvres des chefs d'Etats qui cherchent à briser l'unité de la classe ouvrière ? Car il faut reconnaître que les déclarations de Dobbis dépassent la question du ventre, et que le président des cheminots, abandonnant le terrain d'un réformisme étroit, a été amené à se placer sur celui du syndicalisme libertaire.

Et pourtant, Dobbis est un adversaire de la lutte de classe, et le Syndicat des Cheminots, — un des plus puissants des Trades-Unions, — nettement réformiste.

D'où vient donc ce paradoxe ? Comment se fait-il que des organisations qui, par leurs principes, leurs traditions, ont toujours combattu l'action révolutionnaire, prennent une telle position contradictoire ? En vérité, la contradiction n'est qu'apparente, et une fois de plus nous sommes à même de démontrer que le syndicalisme est libertaire dans ses moyens et dans ses buts, et que c'est par opportunité ou démagogie que l'on se refuse à le reconnaître.

Nos camarades de l'Union Fédérative, et particulièrement Besnard, en un article paru dans la *Bataille Syndicaliste*, nous demandent de nous situer et de déclarer nettement si nous avons l'intention d'accaparer le mouvement syndical minoritaire qui s'est dessiné — et qui progressera au sein des deux organisations centrales.

Les anarchistes — c'est mon point de vue et il n'engage que ma propre responsabilité — n'ont pas un tel appétit et ne sont pas si voraces. Ils n'ont nullement l'intention « d'accaparer » le syndicalisme. Mais est-ce leur faute si le syndicalisme est libertaire ? Qu'y peuvent-ils ?

Je suppose qu'un anarchiste, lors de la déclaration de Dobbis, à Brighton, se soit levé pour déclarer que les paroles du président des cheminots étaient libertaires et son action révolutionnaire. Je suis convaincu que Dobbis lui-même aurait protesté avec véhémence et nié la vérité la plus aveuglante. C'est ce que font en ce moment certains de nos amis de l'Union Fédérative. Ils jouent sur les mots et veulent emprisonner le syndicalisme dans des termes, considérant comme un danger politique l'action libertaire au sein du syndicat.

C'est ce qui nous révolte. Je pense que le syndicalisme est capable de mener sa lutte sans aucun tuteur et qu'il n'a pas à être subordonné à un parti politique quelconque. Mais être assimilé à des politiciens a quelque chose de choquant, et nous protestons contre cette déformation de notre pensée, de nos idées et de nos buts.

Nous disons que le syndicat doit être formé de l'ensemble des exploités, quelles que soient leurs opinions politiques et philosophiques, et que le but immédiat de l'organisation est l'amélioration des moyens d'existence du prolétariat. Pour ma part, je pense qu'il n'est possible de grouper la grande masse des travailleurs que si son intérêt est en jeu, car le plus réfractaire comprend que la force syndicale seule peut lui assurer ces améliorations auxquelles il aspire.

Si le travail était une marchandise, et que le prolétariat ait le droit de la vendre selon sa volonté et son désir, le réformisme réduit à sa plus simple expression serait suffisant et le travailleur arriverait à obtenir, sans aucune action révolutionnaire, satisfaction la plus complète chaque fois qu'il présent-

terait au patronat un cahier de revendications.

Mais la situation est tout autre. Le travail n'est pas considéré comme une marchandise, et lorsque l'exploité se refuse à le vendre, toutes les forces de la société s'associent pour le réduire à la famine, jusqu'au jour où il est obligé d'accepter les offres qui lui sont faites, toujours inférieures et avantageuses au patronat.

L'Etat, de son côté, par ses institutions mises au service du capital, influence d'une façon néfaste à la classe ouvrière : la lutte entre le patronat et le prolétariat, et le producteur est amené — qu'il le veuille ou non — à combattre sur le terrain révolutionnaire, ou abandonner tout espoir de réalisations immédiates ou futures.

Ce que nous reprochons à la C. G. T. et à la C. G. T. U., ce n'est pas tant leur mode d'organisation, que l'erreur dans laquelle l'on cherche à maintenir la classe ouvrière.

Cette erreur est profondément dangereuse et illusionne la classe ouvrière qui, confiante et paresseuse, se laisse accaparer par les politiciens qui spéculent sur les forces organisées du prolétariat.

A la C. G. T., on cherche à réduire le mouvement révolutionnaire ; à la C. G. T. U., on cherche à l'intensifier, mais au profit d'un parti politique qui a fait ses preuves et qui n'a rien à envier aux autres partis plus ou moins réactionnaires.

Dans tout cela, la classe ouvrière n'est considérée que comme un moyen, et les buts poursuivis par les divers partis qui s'en réclament sont inavouables et inavoués.

Les anarchistes ne cherchent pas, eux, à profiter de l'organisation prolétarienne, ils ne demandent pas à être les directeurs de conscience d'un syndicalisme quelconque. L'exemple du passé leur démontre que le syndicalisme, quelle que soit l'étiquette dont il se pare, ne peut vivre que par une action libertaire, ou est condamné à mourir. Ils le disent. Que leur reproche-t-on ? Leur sincérité, leur clairvoyance ?

Curieux syndicalistes que ceux qui combattent les politiciens syndicaux et ont découvert en nous des adversaires.

Nous suivons une route parallèle à celle du syndicalisme, et je ne m'explique pas les craintes de mon ami Besnard. Contre qui se bat-il ? Contre des moulins à vent ? Je serais heureux de savoir ce qui le sépare des anarchistes, au point de vue syndical.

Nous avons des ennemis communs, dangereux, puissants, après à la lutte, car leur vie est en jeu, et nous ne sommes pas de trop pour les combattre. Ne jouons donc pas les Don Quichottes. Ne cherchons pas d'adversaires ici où il n'y en a pas. Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que la politique doit être exclue du mouvement syndical, si celui-ci veut mener une action portant d'heureux effets. Mettons-nous à l'œuvre, travaillons d'arrache-pied et, malgré tout ce que pourrions dire et faire les politiciens, le syndicalisme deviendra libertaire, — peut-être pas de nom, car les mots font peur en France, mais d'action, et c'est ce qui importe, — car ce n'est pas une question d'hommes ou de principes : c'est une question d'événements auxquels nous ne pourrions pas échapper.

Mon vieux Besnard, relis le discours de Dobbis et médite les paroles du réformiste qui voit toute son organisation menacée s'il ne commence pas une action nettement libertaire.

Les anarchistes, un danger pour le syndicalisme ? Allons donc ! Un danger pour certains syndicalistes, peut-être !

Nous ne sommes qu'une infime minorité, ne nous mangeons pas entre nous, ne commettons pas les erreurs qui ont permis, depuis le Congrès de Saint-Etienne, le triomphe des démagogues. Unissons nos efforts, puisque nous poursuivons le même chemin, la côte sera moins dure à gravir, et nous réussirons à chasser les mauvais bergers qui, par le mensonge, ont canté, pour la trahir, la confiance prolétarienne.

J. CHAZOFF.

La terre tremble

Constantine, 26 janvier. — Un tremblement de terre a été ressenti à Constantine. Deux violentes secousses, à quelques secondes d'intervalle et précédées de grondements souterrains ont occasionné une vive émotion parmi la population. Une maison indigène s'est effondrée.

Payeront-ils ?

Tout le monde parle des dettes et l'humanité aussi. Mais alors que les journaux capitalistes causent des dettes françaises, le grand journal des masses cause des dettes russes. Car la Russie a des dettes, personne ne l'ignore, et cela donna l'occasion à M. Marcel Cachin de prononcer un long discours le 21 janvier dernier à la Chambre des députés.

L'humanité défend les intérêts des petits paysans. C'est du moins ce qu'elle dit, et nous le croyons sincèrement. Et c'est justement parce qu'elle défend ce qu'elle appelle le petit paysan, qu'elle est l'ennemie de la classe ouvrière. Si les lecteurs de l'Humanité savaient lire et compter, il n'y aurait pas besoin d'insister.

Donc, le citoyen Emile Chauvelon, pour les fidèles lecteurs de l'Humanité, écrit un article, afin de rassurer le « petit paysan » sur les intentions du gouvernement Lohcheviste.

Cet article vaut la peine d'être commenté. Nous y trouvons en conclusion les paroles suivantes de Krassine :

LA RUSSIE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS EST DISPOSEE A FAIRE, POUR UN QUINQUENNAIRE, UN SERIEUX EFFORT POUR ACCORDER UN DEMOMAGEMENT AUX PETITS EPARGNANTS, AUX PETITS PRETEURS DE BONNE FOI QUI FURENT ESCROQUES SOUS L'OEIL BIENVEILLANT ET COMPLICE DU GOUVERNEMENT TSARISTE.

Cela revient à dire que la Russie désire faire en France un emprunt pour rembourser ses dettes, et que l'Humanité est prête à faire de la publicité auprès de la classe ouvrière, pour qu'elle souscrive au nouvel emprunt russe.

Et bien, camarades prolétaires, à vos poches : il faut rendre l'argent à ces petits paysans, auxquels s'intéresse le grand journal des masses. Mais voyons où va aller cet argent.

Dans le même article, Chauvelon écrit : « Cachin a établi que les emprunts russes sont évalués à 16 milliards, et furent souscrits par 1.600.000 épargnants » ; ce qui revient à dire que l'un dans l'autre chaque épargnant a souscrit pour 10.000 francs. Dix mille francs avant la guerre représentent aujourd'hui une fortune de 50.000 fr., et c'est pour rembourser ces petits paysans, que les ouvriers français répondront à l'appel de l'Humanité, abandonneront les quelques sous qu'ils ont économisés, pour les jeter à des proprios qui n'attendent pas après cela pour vivre.

Envoyez vos gros sous à l'Humanité, camarades communistes, soutenez l'organe mouchetier qui vous bluffe et vous ment pour défendre les intérêts du petit capitaliste.

Bien sûr que la Russie paiera les dettes du tsar, mais c'est avec votre argent, et « votre bonne foi sera surprise » comme le fut celle des prêteurs d'avant-guerre.

Allez-y ; laissez-vous faire, peut-être vous rendrez-vous compte demain que nous avions raison. Mais il sera trop tard !

LE FAIT DU JOUR

Le désarmement de l'Allemagne

Les bavards de la Chambre ont parlé hier sur le désarmement de l'Allemagne.

Il paraît qu'on y continue à fabriquer des armes, des munitions.

D'autre part, des journaux anglais ont fait du bruit autour d'une commande de chaudières pour la marine de guerre argentine soumissionnée par Krupp.

Evidemment, si l'industrie anglaise avait été préférée à l'allemande, tout serait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Les patriotes ont bien mal qualifiés pour pousser les hauts cris à propos de l'armement en Allemagne. Ils furent les premiers, à la révolution allemande de 1918, à laisser le gouvernement d'outre-Rhin disposer de mitrailleuses, fusils et canons, pour mater la classe ouvrière en révolte.

Ne nous y trompons pas ! Malgré leurs discours tout remplis de haine, ils ne tiennent pas du tout à désarmer totalement l'Allemagne. Leurs aboiements n'ont qu'un but : empêcher l'industrie allemande de travailler pour l'œuvre de guerre, afin de laisser nos gros métallurgistes en avoir le monopole exclusif.

Sous les grands mots de patrie et de victoire se cachent d'ignobles questions de boutiques.

Que demain l'Allemagne ne fabrique plus d'armes, mais les achète en France, vous verriez que tout irait bien, et qu'aucun obstacle ne se dresserait plus devant cette opération.

S'il y a quelqu'un à qui profiterait le désarmement allemand, ce serait bien le petit allemand. Opprimé, exploité, acculé à la misère, mitraillé quand il se rebelle, il éprouverait un vrai soulagement de ne plus avoir contre lui une armée bien organisée.

La révolution serait vite accomplie outre-Rhin, et... qui sait, ne s'arrêterait pas là. Les réactionnaires le savent tout aussi bien que nous. Aussi leurs boniments sont-ils de surface. Nous les mettons au défi de désarmer l'Allemagne !

De l'autre côté de la frontière, aussi bien que de celui-ci, la minorité des parasites ne maintient ses privilèges, ne base sa société que sur le militarisme.

Discourez toujours, les gens intelligents ne vous prennent pas au sérieux !

L'AFFAIRE PHILIPPE DAUDET

Toute la lumière

Pierre Bertrand, du « Quotidien », et plusieurs journaux de gauche, reprennent l'affaire Philippe Daudet.

Léon Daudet a annoncé son intention de déposer des plaintes formelles, nominatives, ce qui obligerait l'instruction à refaire toute l'enquête.

Ici, au *Libertaire*, ne pouvant consacrer quotidiennement nos colonnes à relever les ignobles calomnies, l'ayant plusieurs fois convaincu de mauvaise foi, nous avions « laissé tomber » l'affaire, pour nous consacrer à la propagande, qui est le seul but et la raison d'être de notre journal.

La lumière, nous l'avons toujours réclamée, en vain. Mais n'ayant aucun goût pour le métier de policier, nous n'avons pas recherché, dans les élucubrations de Léon Daudet, quelle était la part de la calomnie et celle de la vérité.

Mais puisque les journaux officiels du bloc des gauches semblent vouloir s'émouvoir, nous ne pouvons que nous en réjouir.

Nous avons tout à gagner à ce que la lumière se fasse.

Deux hypothèses se présentent. Ou bien Léon Daudet n'a fait que calomnier, voulant se servir du drame pour ses affaires politiques et personnelles. La vérité connue, en lui clouant le bec, mettra en clarté le fond de sa conscience.

Ou alors, il a raison et la mort de Philippe Daudet est un meurtre policier. Les gens de la Tour pointue l'auraient assassiné, pensant être en présence d'un anarchiste. Le coup fait, ils se seraient aperçus de la personnalité de leur victime et auraient tenté, par tous les moyens, de dissimuler l'acte commis par eux. En ce cas, le public saurait comment pratiquent les policiers, leur mépris de la vie humaine, leur aptitude à se transformer en criminels au moindre danger soupçonné par eux.

D'une part, ce serait le procès de Léon Daudet, d'autre part celui de la police. Allez-y, messieurs, faites toute la lumière.

LE COUP D'ETAT CHILIEN

Un brusque revirement

Ca ne va pas au Chili et le nouveau gouvernement veut aller trop vite en besogne. Afin de se débarrasser des adversaires on les emprisonne, mais cela ne se passe pas sans protestation et l'attitude du gouvernement a provoqué une volte-face parmi les éléments de la marine qui s'étaient joints au mouvement.

Ceux-ci demandent, en effet, la libération immédiate de toutes les personnes incarcérées à la suite du coup d'Etat et exigent que M. Alessandri, ancien président du Conseil qui se trouve actuellement à Milan, d'où il a été rappelé au Chili pour se mettre à la tête du gouvernement, ne soit pas autorisé à rentrer dans le pays.

Le nouveau gouvernement serait composé d'un représentant de l'armée, d'un représentant de la marine et d'un civil, tous trois étrangers à la politique.

LES BAGNES D'ENFANTS

La camisole de force à un gosse de 9 ans

Guéret, 26 janvier. — Il y a trois mois on arrêtait pour quelques petits vols, peccadilles de gosse turbulent, un gamin de neuf ans, Henri Cluzeaux. En attendant une décision du tribunal, l'enfant était confié à l'orphelinat.

On peut penser que le tempérament bouillant du pauvre petit ne s'accommoda pas de cette réduction. Mais sans doute, aussi, ne s'y prit-on pas avec toute la douceur et les égards auxquels a toujours droit l'enfance. On ne l'enferma pas moins de deux fois dans un cabanon.

Mieux, honte des bourreaux d'enfants qui doivent tenir cet orphelinat, on mit à ce gamin de neuf ans la camisole de force. La camisole de force à un enfant !

Les auteurs d'une pareille atrocité ne sont-ils pas dignes, eux-mêmes, d'être enfermés au cabanon ?

Ils ne réussirent d'ailleurs qu'à exacerber la révolte du pauvre petit qui, par deux fois, est parvenu à s'échapper.

Mais, hélas ! il fut bientôt repris.

Intraitable, il a déclaré qu'il recommencerait.

Mais va-t-on laisser ce petit martyr entre les mains de ses bourreaux ?

Est-il vrai ?

Les agences et journaux bourgeois insistent d'une façon troublante sur une famine qui sévirait sur la Russie méridionale, et feraient de nombreuses victimes.

L'Humanité, journal officiel du gouvernement russe, n'en souffle mot. Si l'information est inexacte, elle vaut à notre avis un sérieux démenti.

Et si elle est vraie que des centaines de milliers de personnes ont faim, il serait épouvantable de la part de nos bolchevistes de ne pas consacrer une ligne en faveur des malheureux, alors que les moins faits et gestes des dictateurs sont le prétexte d'une débauche de copie.

La famine existe-t-elle en Russie méridionale, et que fait-on pour les victimes ?

Les sacrifices de la guerre et de la paix

Il faudra bien revenir aux méthodes de lutte si nous voulons faire cesser un état de choses impossible vis-à-vis des mutilés. Il est trop facile maintenant de les écarter comme des importuns, de les livrer aux horreurs de la misère, de les pousser aux pires extrémités. Depuis trop longtemps on garde le silence sur les sombres machinations d'un ministère livré aux pires réacteurs, un ministère qui fait peser sur une foule de malheureux une intolérable dictature, le poids d'un arbitraire inconnu jusqu'à ce jour.

Camarade Justin Olive, je pense avec toi que c'est fini d'espérer en la bonne volonté des bureaucrates et qu'il faut passer à l'action. Il faut que le public soit mis au courant des turpitudes perpétrées à l'intérieur des repaires qu'on nomme bureaux du ministère des pensions. On saura que le responsable Bovier-Lapierre (après Maginot) s'en fiche royalement et que le mot d'ordre du ministère Herriot est « réaction en toutes choses ». Nous dirons que les souteneurs « de la politique dite de gauche » se prostituent de la plus belle manière pour ne pas faire à leur incapable Herriot la moindre peine. Je citerai ceux qui, même dans les milieux avancés, passent pour militants respectables et qui actuellement n'en sont pas moins tombés bien bas dans l'objection ; ceux qui, tout en déclarant que le journalisme est pour eux un apostolat, un moyen de lutter contre l'injustice sociale, se taisent lâchement parce que le dictateur Herriot ne veut pas « qu'on le gêne ». Tels sont les démocrates soi-disant indépendants pris en bloc, mais je détacherai de la bande trois spécimens assez prisés : Georges Pioch, l'ancien anarchiste ; Lucien Le Foyer, ancien et... nouveau député ; et... qui l'eût cru ? Séverine, la brave Séverine qui s'est toujours insurgée contre l'infamie. Herriot l'a domptée elle aussi ; elle n'est plus dire mot, on croirait qu'elle n'écrit plus que sur commande.

Hélas ! les temps le veulent sans doute, ainsi et il ne nous reste plus qu'à former le bloc des mécontents, des résistants. Il faut en finir et nous devons absolument nous unir pour revendiquer hautement notre droit à la vie dans cette batarde société à qui nous devons la perte de nos moyens.

Notre ami Vigné d'Octon a compris depuis longtemps le besoin d'action pour les mutilés s'ils ne veulent pas perdre en peu de temps leur faible activité.

En effet, nous voyons actuellement, après une brève période où l'on apaisa les innombrables mécontents prêts à l'insurrection, les plus criantes iniquités se renouveler dans notre isolement d'impuissance. Nous assistons, navrés, aux plus hideux actes de répression et de sauvagerie vandale, mais nous nous résignons et devant cette passivité des principaux intéressés les réactionnaires s'enhardissent. Non pas tant pour le profit qu'ils en tirent, bien qu'appréhensible, mais pour leur sadisme du plaisir d'augmenter le nombre des malheureux et de bien s'assurer qu'ils sont les maîtres de la situation.

Les cas sont très nombreux qui méritent qu'on s'y arrête particulièrement et qu'on fasse justice. Je suis victime personnelle d'une iniquité que le qualifieur de monstrueuse, j'ai pu me rendre compte de l'infirmité d'abjection des officiers et autres que j'ai cités plus haut. Je sais que de nombreux camarades molestés se demandent également comment faire pour obtenir la justice qu'implacablement on leur refuse au nom de la loi et du droit. Des droits on en a, tout le monde le sait, mais « le droit » appartient à l'Etat et il en use savamment.

Pourrait des organisations existent qui pourraient être l'instrument des revendications générales et particulières. Mais on sait — par expérience déjà vieille — qu'on ne peut compter sur elles, car elles se cantonnent dans l'action légale. Ceci dit pour les organisations qui se revendiquent du monde ouvrier comme la Fédération ouvrière et paysanne, l'Arac, etc. Les autres sont des foyers de chauvinisme, de réaction la plus grossière où de pauvres bougres à qui on continue le « bourrage de crânes » jouent le rôle peu brillant de bouc émissaire en même temps qu'ils forment ce public borné destiné à voter les ordres du jour de confiance à leurs pires ennemis, les gouvernants.

Sans accuser personne, nous constatons seulement un état d'esprit, une ambiance nuisible aux intérêts de la plupart des victimes de la guerre. Il faut agir vigoureusement si nous voulons que cessent les injustices qui nous sont insupportables. Mais pour cela, il est nécessaire de se connaître, de se grouper. A tous ceux qui sont avides d'action justicière, de la lutte pour l'aboutissement des plus légitimes revendications, je lance cet appel à l'union. Groupons-nous et nous serons plus forts.

PETROLI.

Répondre 9, rue Louis-Blanc, Paris 10°.

Pour soutenir
votre «Libertaire»
Amis lecteurs
abonnez-vous!

L'anniversaire de la mort d'André ADY, poète hongrois

Il y a six ans que mourut André Ady, le plus grand poète lyrique hongrois depuis Petöfi. Les trois poèmes d'Ady, dont la traduction parut dans la brillante anthologie d'Ivan Goll, sont loin de pouvoir donner une image réelle de l'énorme force lyrique, de l'abondance d'idées, de l'immense trésor de langue et de révolutionnarisme audacieux de l'écrivain hongrois. Son œuvre poétique tient une place prédominante dans les tendances littéraires et idéologiques de la Hongrie moderne. Cependant il faut espérer que le recueil de poésies d'Ady, qui paraîtra dans la traduction de Romain Rolland au cours de cette année, tramera le chemin au poète magyars dans la considération universelle et sera probablement plus utile à la célébrité d'Ady que l'adoration et l'enthousiasme fervents de ses fidèles depuis plus de vingt ans.

A vrai dire, ce n'est certes pas la Hongrie officielle qui, lors du sixième anniversaire de la mort d'Ady, fête le grand poète, mais c'est l'autre Hongrie dont l'étranger ne peut voir la face blême et les larmes de douleur. La Hongrie officielle a infatigablement traqué le poète, non seulement durant sa vie, mais après sa mort; néanmoins, les vicissitudes politiques ne réussissent absolument pas à supprimer la grandeur de son génie et de son œuvre qui seraient considérables même dans une perspective européenne. Quoique la chasse à courre fut dirigée contre lui à titre d'antipatriotisme, jamais poète ne fut plus hongrois que lui. Car lui seul, il osait empoigner le problème de sa race et le mettre sous le jour cruel de la vérité. Quel choc à la vanité soi-disant nationale!

Au seuil du xxe siècle, l'état de la poésie hongroise était déplorable; la source poétique de tout un peuple semblait tarie; les mœurs déchaînées de l'autre des rimailleurs puériles et séniles à la fois; c'était elles qui, dans les positions intellectuelles, les dirigeants, enivrés du contentement d'eux-mêmes, fières de leur ignorance voulue, se prélassaient et se divisaient dans un groupement douillet et tiède. Le public dormait et ronflait quand Ady vint.

Imaginez-vous que toute l'exaltation intellectuelle et poétique, accumulée pendant cinquante ans à l'Occident et surtout en France, envahit, sans transition et sans préparatifs, les riches incultes et pourrissantes. Mettez ensemble tous les éléments révolutionnaires du réalisme, naturalisme, parnassisme et symbolisme — au point de vue de la langue, prosodie, idées, sentiments et sujets — toutes les innovations de Baudelaire, Verlaine, Rimbaud et Mallarmé, mettez tout cela dans l'œuvre poétique d'un seul homme, brassez-le dans le pétrin du tempérament spécifique d'une grande personnalité imprégnée de sa race jusqu'aux minimes fibres de son cœur, et vous aurez une vague idée de ce qu'était Ady. La production de ce tempérament indompté, qui sent toutes les attaches qui l'enchaînaient à son peuple profondément aimé, et qui est déjà héli de la mélancolie de la conscience nette de l'avenir redoutable, représente une tristesse que l'on ne connaît encore ni en France ni à l'étranger.

Ady créa des chefs-d'œuvre révolutionnaires dans toutes les branches de la poésie lyrique. A l'amour romantique, à l'amour pudique pour la femme légitime, il suppléa l'amour tragique de la chair conscient et abrutie, les souffrances de la volonté ensanguinée, les désirs bizarres de l'homme moderne. A ses débuts on rit de lui, mais peu à peu, lorsque l'on comprit les nouvelles idées exprimées par les mots et les images insolites, on voulut l'excommunier.

Cependant, plus on le poursuivait, plus ses idées et sentiments devinrent forts et profonds. Au lieu du contentement bavard des conservateurs, il répandit dans les cœurs le mécontentement, éveilla le désir de la liberté intellectuelle, chanta la beauté et la noblesse de la culture occidentale. Il adora Paris d'un amour inégalable et osa tout : vivre sa vie personnelle dont il chanta les avatars abstraits, dire tout, sans fausse pudeur et sans fausse morale, et par le culte de l'individualisme illimité, il créa un nouvel état d'âme dit moderne.

Sa divinité nouvelle : l'Or, source de vie et mangeur de sang, a ouvert les vrais fonds de la vie dans ses poésies. Il détesta les puissants qui sucent la force vitale du peuple plongé dans l'ignorance, et qui vendent les intérêts de leur race aux profiteurs. Car Ady a prévu la guerre. Et il dut voir et pleurer le massacre de son peuple dupé dans une guerre où la Hongrie était innocemment entraînée et décimée, où elle n'avait aucun intérêt futur. Bref, ce fut lui qui osa quand tout le monde se tut, ce fut lui qui donna l'âme à une époque, ce fut lui qui enseigna à parler aux écrivains, ce fut lui qui rendit toute une génération intellectuelle à la liberté intérieure.

Même en France, pays si abondant en génies, on doit s'arrêter un moment pour saluer le souvenir du grand prophète d'une race lointaine.

A. POGANY.

Réunion du groupe de Perray-Vaucluse

La première réunion publique et contradictoire du groupe de Perray-Vaucluse s'est effectuée dans un grand calme. Il faut dire que nous étions bien gardés : deux gendarmes qui étaient venus de Paris exprès en moto.

C'est donc devant une quarantaine d'auditeurs que le camarade Peyroux a exposé les grandes lignes de l'anarchie. Je lui ai succédé et ai apporté mon modeste savoir. Le camarade Guérant a enfin terminé par un appel aux camarades présents d'adhérer aux syndicats révolutionnaires en dehors de toutes attaches politiques.

Un camarade a adhéré à l'Union Anarchiste et deux camarades sympathisants ont versé 10 francs au Libertaire.

Nous espérons qu'à la prochaine réunion l'Union Anarchiste viendra en aide à quelques copains qui font tous leurs efforts pour trouver des adhérents surtout le parle pour le groupe Pietro Gori qui fera son possible pour tenir sa parole, car, dans ce coin de pays il y a quantité d'Italiens chassés par le fascisme. Malgré tout, bonne journée de propagande.

Pour le Groupe : P. GADY.

Au pays de l'instruction élémentaire obligatoire

QUELQUES CHIFFRES

Dans un corps voisin de Paris, sur 85 recrus, 12 sont totalement illettrés. Sur 347.000 conscrits, 150.000 n'auraient aucune espèce d'instruction ou n'auraient qu'une instruction totalement insuffisante.

(M. Fribourg, député radical de l'Ain. — Ecole émancipée du 4 janvier 1925, bulletin du syndicat de l'Enseignement primaire.)

Dans la Mayenne, les soldats sont classés comme suit par M. Goumy, inspecteur d'Académie :

Sur 558 conscrits, 43 ou 8 % obtiennent la note 0.

298 ou 53 % obtiennent de 1 à 5 points, c'est-à-dire ont une instruction qui est celle du cours élémentaire (7 à 9 ans).

Donc 341 ou 61 % ne dépassent pas le niveau « scolaire » du cours élémentaire (enfants de 7 à 9 ans.)

(E. E. du 4 janvier 1925.)

Les chiffres fournis par le Syndicat national ne contredisent pas les chiffres ci-dessus; en voici quelques-uns ainsi que quelques constatations, réflexions et suggestions faites par des sections départementales, le tout extrait du bulletin de Novembre 1924 :

En Alsace, la fréquentation scolaire est meilleure qu'en France, aussi il n'y a qu'un illettré sur 1.000. (Rapport du Haut-Rhin.) Les écoles rurales perdent leurs grands élèves dès le mois de mai; la véritable rentrée ne s'effectue pas avant la Toussaint (Lozère).

Même situation en Haute-Marne; fréquentation de décembre à Paques en Sologne : 1/10 de la population est incapable de donner une signature (Loiret); dans le Cantal, sur 4.480 enfants, en 1923, 2.693 furent lous; 1858 avaient moins de 13 ans.

LES CAUSES INCRIMINEES

Certaines sections : Haute-Marne, Vendée, Haute-Vienne, Cantal, Alpes-Maritimes, Cher, Ardennes, Manche incriminent l'indigence. Certaines dénoncent l'indifférence des parents et certaines citent des exemples de l'exploitation que les enfants subissent du fait de leurs parents et des patrons, des enfants sont bergers à 7 ans (Morbihan), certains enfants sont employés dès 11 ou 12 ans aux menus travaux de coutellerie (Haute-Marne), etc., etc.

« Quand on lit et qu'on expose, on songe au réquisitoire que Fénelon a écrit contre la monarchie... L'instruction est le pain de l'esprit, c'est pourquoi la République a dit établir la gratuité et l'obligation de l'instruction élémentaire. La gratuité est insuffisante; mais la gratuité elle-même est insuffisante. Il faut créer la possibilité de l'instruction obligatoire.

Les solutions préconisées par les sections du Syndicat national sont presque toutes inopérantes. Elles ne sont pas suffisamment courageuses; ce sont des solutions pour rire. »

Le Morbihan, le Cher déplorent l'insuffisance des caisses des écoles qui viennent chichement en aide aux enfants miséreux. « L'aumône est toujours une chose aléatoire. Les enfants ne doivent pas recevoir l'aumône, ils doivent avoir des moyens légaux d'existence. »

Le Tarn déplore l'impuissance des commissions scolaires. « Les commissions scolaires, telles qu'elles existent, peuvent et doivent être supprimées. Elles seront avantageusement remplacées par des commissions cantonales, communales, arrondissementaires ou quartenaires composées des membres de l'enseignement public ou libre et des médecins scolaires ou de leurs délégués qui surveilleront vigoureusement le développement de la scolarité primaire de tous les enfants. »

Certaines sections signalent l'impossibilité pour les enfants de se rendre à l'école les jours de tourmente, l'insuffisance du chauffage des écoles. « Ces palais scolaires ! »

LES REMEDES PROPOSES

Beaucoup de sections demandent que les caisses des écoles fonctionnent qui fourniraient : 1° les fournitures scolaires; 2° des vêtements et des chaussures aux indigents; 3° le repas de midi aux indigents. C'est là un minimum RECONNU PAR TOUS; certaines sections demandent des secours aux familles pauvres.

« Pas d'aumônes. Il faut salarier légalement l'existence des enfants nécessiteux. »

Certaines sections entrent, cette fois, dans le domaine des réformes véritables. Les heures de classe ne seront pas les mêmes suivant les régions et les saisons, les jours de classe et les périodes de vacances non plus. Le Tarn dit : « Au moment des grands travaux, il suffirait de garder les enfants de 7 à 12 heures. »

Le Morbihan demande que les heures de classe soient augmentées en hiver et que l'on fasse classe le jeudi, durant l'hiver également. « Certes, on voit se manifester partout le désir louable de rendre l'école utile au pays; mais il ne faut pas s'arrêter aux demi-mesures : les enfants ne sauraient tous suivre le même régime horaire. Il serait stupide de faire venir en classe de 7 heures à midi les petits de 5 à 8 ans et puis que deviendraient-ils l'après-midi ? »

Toutes les sections réclament l'obligation de posséder le certificat d'études primaires pour obtenir un emploi dans une administration publique. « Pensez-vous vraiment que la possession de ce papier prouve tant que cela en faveur de celui qui l'a ? Est-il admissible que le malheureux qui n'aura pas eu le C.E.P., parce qu'il a commis le crime d'avoir beaucoup de frères et de sœurs ou d'être le fils de serfs misérables, doive expier de telle sorte ce crime ORIGINEL dans notre société... républicaine. »

J'espère bien que les sections reviendront sur ce vœu qui créerait une iniquité sociale de plus, s'il était favorablement accueilli.

Maurice JABOUILLE.

Jean MARESTAN

L'Education sexuelle

Tous ceux qui désirent se documenter sur la question sexuelle et son hygiène liront ce livre avec intérêt.

En vente à la Librairie Sociale

La production du charbon en 1924

Bien qu'entravée par les conséquences de l'invasion de la Ruhr, la rupture des accords liant la Mécum aux fournisseurs de charbon du bassin westphalo-rhénan, les grèves, la cherté du fret, etc., la production des combustibles minéraux put satisfaire, en 1924, d'une manière sensible les besoins des consommateurs français.

Durant les neuf premiers mois de l'année, les mines françaises fournirent une moyenne mensuelle de 3,5 millions de tonnes de houille et lignite. Elles produisirent un chiffre global de 33.326.000 tonnes de houille. On importa, en outre, 19.058.000 tonnes et on exporta 1.604.000 tonnes de même matière, mettant, de la sorte, à la disposition du public 50.781.000 tonnes.

Dans le même temps, les houillères donnèrent 1.938.400 tonnes de coke. On importa 4.239.000 tonnes et exporta 372.300 tonnes. On laissa donc aux consommateurs 5.850.200 tonnes de coke.

Le montant des agglomérés fournis s'éleva, de son côté, à 2.391.000 tonnes dont on exporta 123.500 tonnes. On en importa 712.800 tonnes.

En octobre, les mines françaises purent jeter sur le marché 4.017.421 tonnes de lignite, 86.095 tonnes de briquettes contre respectivement en septembre, 3.755.499 et 81.879 tonnes. La production de coke fut de 230.694 tonnes contre 223.810 tonnes, le mois précédent, et celle des agglomérés de 293.609 tonnes contre 289.217 tonnes en septembre.

Pendant les trois derniers mois de l'année 1924, la France produisit 11.229.000 tonnes de houille et lignite. La production annuelle atteignit le chiffre de 44.900.000 tonnes. On fournit 1.375.000 tonnes de briquettes et 525.000 tonnes de boulets.

Des statistiques ont calculé qu'aujourd'hui les mines non sinistrées du Pas-de-Calais extraient 113,9 % de leur fourniture d'avant-guerre; les mines sinistrées du même département 80,7 % et celles du Nord 102,9 %.

La situation charbonnière se manifeste donc en France comme satisfaisante dans son ensemble. Certes, nous restons encore tributaires de l'étranger, mais notre production s'élève constamment et est susceptible d'augmenter davantage si une entente ferme se conclut à l'exportation entre belges, allemands et français.

A. DAUPHIN-MEUNIER.

Réunion de zoniers

Les parties de la zone s'étaient réunies, dimanche 25, rue de Paris, 104, à Panlin, avec le concours d'orateurs du Bloc des Gauches.

L'homme d'affaires Laval et le renégat Aray étaient présents, car les élections municipales approchent : il faut bien soigner sa publicité.

Après un appel au calme, ils proposèrent d'aller à quelques-uns trouver le ministre de l'Intérieur : « Chargez-nous de défendre vos droits »; en un mot toute la démagogie réformiste et cartelliste.

Un copain anar mit les zoniers en garde contre de pareils procédés; il montra la mauvaise foi des politiques qui majorité au Parlement, pourraient leur donner satisfaction, lui un texte que le renégat Aray pourrait déposer à la Chambre, cita un exemple des expulsés de la gare de l'Est qui virent leur loyer de 400 francs ou 300 francs, passer à 1.500 francs et plus; expulsions arbitraires de locataires avec l'aide des « bours » socialistes et, face à ces politiques, leur cria son mépris pour leur vote des fonds de la police et du budget de la Guerre, il termina en faisant appel à l'action directe qui, seule, fera aboutir leurs revendications et demanda à Aray de lui répondre... chose qu'il oublia, et pour cause. La réunion se termina dans le bruit, au chant de l'« Internationale ».

CHAMPBENOIT.

Un bain d'enfants brûle

Strasbourg, 26 janvier. — Un incendie a détruit ce matin à 6 heures la majeure partie des bâtiments ruraux de l'établissement dit « Englischer Hof », qui sert à l'éducation correctionnelle de la jeunesse. Les dégâts sont importants.

A TOURS

A qui la place ?

Les élections municipales sont bientôt proches; déjà, tout est bien organisé pour qu'elles se passent normalement. Les élégantes « cartes d'électeurs » de 1925 seront prochainement entre les mains de chaque citoyen non privé — naturellement — de ses glorieux droits civils et politiques.

La campagne électorale de nos « guignols municipaux » tarde à se montrer aussi combative que celle de nos « parlementaires » du 11 mai dernier, d'où est sorti fier et vainqueur le prétentieux Cartel des Gauches, alors plein de promesses. Presque tous les anciens encore présents élus reposent leurs candidatures (la « poire » est si bonne à presser ! Et puis, d'un hôtel de ville, il est plus facile d'arriver à la Chambre des Députés, parfois aux ministères).

Cependant, il n'est un qui refuse, cette fois, et il donne même sa démission... Mais, rassurez-vous, ce n'est pas par dégoût de la politique, bien au contraire. Un journal local nous l'apprend : un M. Camille Chautemps, ministre de l'Intérieur, maire de Tours, ne pouvant plus remplir son mandat municipal, par suite de ses nouvelles fonctions ministérielles, donnera sa démission de maire de la ville de Tours.

C'est, dit-on, ou plutôt écrit-on, avec beaucoup de chagrin que les Tourangeaux ont appris ce prochain départ forcé; nous n'en doutons pas ! Son siège sera donc vacant à la mairie. Combien seront-ils à courir après ? Les querelles deviendront plus fréquentes entre ces bons bourgeois, leurs jalousies se dévoileront, tous nos nouveaux conseillers municipaux envieront cette plus haute fonction municipale. Qu'ils réfléchissent avant ! Les ministères ne sont pas perpétuels ! Celui occupé par M. Camille Chautemps à l'heure actuelle pourrait très bien sombrer. Que ferait alors l'ancien maire ? Son mandat de député ne lui paraîtrait-il pas suffisant ? Voudrait-il le redevenir ?

...La Révolution devrait arriver avant que les balayer tous et laisser place à l'Anarchie.

Robert GARNIER.

Un bain qu'il faut signaler

Un bain qu'il faut signaler, c'est celui du Château de l'Île d'Oléron.

Parlé-en un peu, au moment où l'on parle de transporter Bitibi en France.

Il faudrait des pages et des pages pour relater les atrocités dont cette île maudite est le théâtre.

Voici une chose atroce : le curage des marais (auparavant le tyran Duland, actuellement au 57 R.I.) dans la propriété de M. Martin, un gros exploitateur, qui, ainsi que ses confrères d'Algérie, n'hésite pas à intensifier le travail des corvées, à l'aide de primes accordées aux chefs de détachement.

Ces marais sont affectés à la pisciculture.

Les disciplinaires, dans l'eau jusqu'à mi-ventre malgré le froid et la faim, armés de bèches à vase, approfondissent les marais du fermier exploitateur.

Travailler dans de telles conditions ne serait rien, s'il n'y avait pas eu le terrible Dubaud, dit le Caid. Cet inqualifiable tyran avait trouvé le moyen de faire rendre le maximum d'efforts aux camarades qui bleusaient de froid dans l'eau gelée.

Sur le bord de ce lieu de souffrance, bien à l'abri, les mains dans ses poches, ce forcené hurlait des phrases atroces, semblable à Néron, qui fit brûler Rome pour son plaisir et jouissait du spectacle. Son sale accent, agrémenté de jurons, excitait les supplices.

Il disait (textuellement) : « Faites semblant que la vase est ma tête, forcez ! forcez ! figurez-vous que vous me tranchez le cou, avec vos outils ! »

Ce féroce, ayant conscience des sentiments qu'il provoquait, profitait de cette circonstance pour repérer les plus ardents à l'ouvrage, et alors il ricanaît : « Vous, vous serez punis ! » et le soir il y avait 7 ou 8 malheureux de plus en cellule.

En changeant les bagnes de pays, en les réformant, on n'obtient pas grand chose. Ce qu'il faut faire, c'est les abolir et pour cela, il ne faut compter que sur notre volonté persévérante.

Joseph ADAMO.

Au dépôt de Flandre

Le dépôt de Flandre est en mal d'économies, par ce temps de vie chère.

Chambart, le sous-chef, économise le matériel qu'il ne fournit qu'à la dernière extrémité.

On y gèle, dans ce dépôt. Il n'y a de feu qu'au réfectoire, et encore ne faut-il pas s'en approcher.

Chaque nuit, nous lavons deux voitures en supplément : cela fait au moins deux laveurs de remplacements à l'œil, car la prime de un franc n'existe qu'au figuré.

Allons, inspecteur Nardin, chaudement et bien vêtu, c'est urgent, venez donc inspecter nos salaires pour voir où passent nos primes.

Pourquoi, au dépôt de Pantin-Courtois, les laveurs touchent-ils 38 francs de supplément de voitures ?

Ce n'est donc pas la même société ?

Et vous, laveurs, ne criez plus qu'après la « gradaille », cause de tous nos maux ! N'oubliez pas que c'est sur notre faible bourse collective que repose l'édifice de tyrannie qui nous oppresse.

Du cran et de la ténacité dans nos revendications : voilà les seuls moyens de vaincre !

RUMEAU Pierre,
Laveur au Dépôt de Flandre
(T. C. R. P.).

La calotte à Narbonne

Pour défendre les libertés religieuses, les groupements catholiques de Narbonne organisèrent une réunion le 23 courant, avec le concours annoncé de l'abbé Desgranges. Desgranges se trouva indisposé ce jour-là et au dernier moment, au dire des organisateurs, fut dans l'impossibilité de répondre favorablement à l'appel de ses amis narbonnais. Ce fut donc l'abbé Bessières qui le remplaça.

Son exposé fut une salade russe catholique. Il essaya de concilier la religion et le patriotisme, tira orgueil d'avoir fait la guerre et défendu le pays de France, et pour les services rendus au pays réclama la liberté d'association des jésuites et revendiqua les libertés religieuses, toujours en se réclamant du Christ et de Dieu.

Après l'exposé de l'abbé, Moutel, du parti socialiste, pressé par ses amis, monta à la tribune pour faire la contradiction. Ce ne fut pas sans peine qu'il put se faire entendre ! Mais la rentrée subite d'une foule enthousiaste qui força les portes au chant de l'« Internationale » imposa le silence aux jésuites. Moutel se tira bien de sa contradiction et remit les choses au point, malgré les interruptions répétées. Les camelots du roy, uns catholiques, ne firent pas bonne figure, et si parfois on se laisse à dire que la foule dort, c'est peut-être à tort que l'on est pessimiste. Il suffit d'une réunion revêtant le genre de provocation pour voir se dresser des hommes sur lesquels on n'avait pas l'habitude de compter. Ce fut pour les jésuites une bonne affaire commerciale; quant au résultat moral, il ne fut pas à leur avantage.

Ce n'est pas encore demain que les adhérents de la « Ligue républicaine nationale » unis aux camelots du roy proprement dits, pourront instaurer le fascisme à Narbonne. Travailleurs, veillez quand même !

Échec à la C. G. T. U.

Nous avons dit en son temps que la C.G.T. bolcheviste avait tenté de détruire le syndicat des tisseurs d'Amiens, un des premiers syndicats autonomes. Pour consumer leur mauvais coup, les tisseurs qui se laisseraient prendre aux belles paroles des unitaires devaient rejoindre le syndicat unitaire.

C'était bien combiné. Tout était prévu, mais on avait oublié quelque chose. Et ce quelque chose vient d'arriver. Jeudi soir, l'assemblée générale du syndicat des teinturiers et apprêteurs d'Amiens a décidé son retrait de la C.G.T.U. et proclamé l'autonomie.

De sorte qu'il n'y a plus d'unitaires dans le textile d'Amiens.

Nos échos

L'exploitation des misérables.

Des gens se trouvent gênés. Ils ont un logement et quatre meubles. Mais, hélas, le nécessaire manque à la maison.

Surviennent des gens aisés qui cherchent vainement, depuis longtemps, un logis que les agences ne peuvent leur fournir.

Alors, c'est une offre tentante qui intervient, au milieu du désespoir de ces misérables. On leur dit :

« Vous avez un logement et des meubles, mais c'est une fortune ! Voici quelques billets de mille ! Cédez-nous le tout, et vous êtes sauvés ! »

Où, hélas, et provisoirement. Car, ensuite, c'est l'hôtel meublé, c'est le ténier aux prix formidables qui se charge de les bouffer, et vite, les billets de mille !

C'est la fin. C'est la définitive misère !

○○○

Depuis 3.000.000 d'années.

On vient de découvrir, dans l'argile pétrifiée, aux îles Brioni, dans l'Adriatique, des empreintes d'un animal préhistorique, qui dateraient d'environ trois millions d'années.

Les traces ont été retrouvées en plusieurs endroits. Il appartenait, croit-on, à la famille des dynastours.

Les empreintes mesurent 19 pouces 1/2 de long et 14 pouces 1/2 de large : elles sont à 35 pouces l'une de l'autre.

Quelle évocation de telles découvertes suscitent dans un esprit investigateur ?

Tout un monde chaotique, immense, brutal, apparaît alors aux yeux de l'imagination scientifique, celle qui plait aux livres de Wells ou au Daah d'Edmond Haraucourt...

○○○

Quatre sous de prose.

Quand parut la première feuille quotidienne à un sou, les acheteurs et les fondateurs de cette nouveauté ne se figuraient certainement pas que la multiplication des journaux atteindrait le point où elle est maintenant, ni que leur prix pourrait être aussi élevé.

Et cependant, à cette heure, nul n'hésitera à acheter, aux premières heures du matin, quatre sous de prose, soit pour s'informer, soit pour l'article politique du leader qu'il préfère.

Cela est devenu une habitude, et par conséquent il faut tirer de cette augmentation un profit pour nos idées libertaires.

Quatre sous de prose : tout camarade réfléchira, avant de les dépenser, qu'il faut, cette fois, le faire à très bon escient, et que cinq sous d'idées vraies et indépendantes, ce n'est pas trop payé, un sou de plus !

L'AGITATION ANARCHISTE

GRUPE REGIONAL DE BEZONS

Cinéma Bezons-Palace

le Vendredi 30 Janvier, à 20 h. 30

Grande Soirée Artistique

au bénéfice du Libertaire

Avec le concours de Loréal dans ses œuvres, Roger Tosziny dans ses chansons de la bulle, Clouys de la Muse rouge, dans ses œuvres, Marius Brubach dans ses œuvres, Hochmann dans les œuvres de Ch. d'Arvey, Géo Robert, Théobald et Foucart, Mlle Maud Gêor, de la Muse rouge, Jojo, clown musical; Quintana, diseur réaliste et Jean Rolla, baryton, dans leur répertoire.

Les divettes Lines de Tarbes et Soléane. Au piano : le compositeur Droccos.

Allocation de Sébastien Faure.

Le groupe théâtral jouera : Le cultivateur de Chicago, comédie en deux actes.

GRUPE ANARCHISTE DE BORDEAUX

Vendredi 30 janvier, à 20 h. 30

Bar des Sports

35, rue des Augustins, 35

(salle du fond)

Le camarade

Antoine ANTIGNAC

traitera le sujet suivant :

Le rôle de la C. G. T. de la rue Lafayette

Le rôle de la Confédération Unitaire

L'action anarchiste

LES SPECTACLES

Opéra. — Relâche.

Opéra-Comique. — 20 heures : Aphrodite.

Gaîté-Lyrique. — Rip.

Trianon-Lyrique. — 20 h. 30 : M. de la Pa-

lisse.

A travers le Monde

ANGLETERRE

LONDRES MANQUE DE FLICS

Le chef du service de recrutement de la police à Londres vient de publier un compte rendu dans lequel il explique les difficultés qu'il rencontre pour trouver le nombre des policiers nécessaires à tous les services de la métropole. Le compte rendu déclare que 99 % des candidats sont rejetés par les autorités médicales, comme absolument inaptes au métier de policier.

UN SPECIALISTE DES MALADIES DE CŒUR MEURT D'AFFECTION CARDIAQUE

On annonce la mort, à l'âge de 71 ans, de sir J. Mackenzie, spécialiste des affections cardiaques, dont la réputation était universelle.

Sir J. Mackenzie, est décédé lui-même d'une maladie de cœur.

RECOMPENSE ROYALE

En France, lorsqu'un gouvernement veut se débarrasser d'un adversaire, il l'embauche et lui offre un poste royalement rétribué dans une colonie quelconque. En Angleterre, on se sert d'un procédé beaucoup plus simple. Lorsque l'adversaire est un commun mortel, on l'abolit.

C'est ce qui vient d'arriver à M. Asquith, ancien président du Conseil et chef du parti libéral.

Le libéralisme de M. Asquith ne s'oppose pas aux titres de noblesse ; il est fier de la faveur royale et est satisfait du présent qui lui est fait « en reconnaissance des grands services qu'il a rendus au pays ».

A dater de ce jour, M. Asquith est un noble et, sur ses cartes de visite, il pourra mettre : « Lord Asquith, comte d'Oxford et vicomte de Morley ». Et les simples d'esprit en baveront.

A quoi tient la « noblesse », tout de même !

CHILI

DECLARATIONS DE M. ALESSANDRI

M. Alessandri, ancien président de la république du Chili, est arrivé ce matin à Rome, venant de Venise.

Interrogé par un rédacteur du *Giornale d'Italia* au sujet des événements qui se sont déroulés à Santiago, M. Alessandri lui a déclaré :

« La junte provisoire formée par Allamirano n'a pas su interpréter les aspirations du mouvement militaire qui l'avait portée au pouvoir. J'ai reçu un message du nouveau gouvernement provisoire, me demandant d'assumer la présidence de la république. Je ne puis toutefois prendre aucune décision avant de connaître la situation créée par le dernier mouvement. »

M. Alessandri a eu un long entretien avec M. Villegas, ministre du Chili à Rome, et a adressé au peuple chilien un message dans lequel il lance un appel en faveur de la pacification.

ETATS-UNIS

MISS MAC SWINEY EN AMERIQUE

Miss Mac Swiney, sœur du lord maire de Cork qui se laisse mourir de faim dans la prison de Brighton, vient d'arriver à New-York avec l'intention de mener aux Etats-Unis une nouvelle campagne en faveur de l'établissement d'une république irlandaise.

EXPLOSION

D'UN CHALUTIER CHARGE D'ALCOOL On mande de Victoria (Colombie Britannique), que le chalutier anglais « Spadway », qui tentait de faire pénétrer à Seattle, sur le territoire des Etats-Unis, 17.500 caisses de liqueurs, a fait explosion. Sept des membres de l'équipage ont disparu.

PALESTINE

DECOUVERTES ARCHEOLOGIQUES

Aux environs de Jaffa, dans le verger de M. Hachak Goldberg, il vient d'être découvert deux tombes et une grande quantité de poteries chanaanites, remontant à deux mille ans avant l'ère chrétienne.

IRLANDE

LE PRINCE DE GALLES

IRA-T-IL EN IRLANDE ?

Les fonctions de prince héritier obligent celui-ci à visiter ses Etats. Le prince de Galles doit donc aller en Irlande.

L'on se souvient de la réception qui lui fut faite aux Indes. Il fut obligé de traverser les villes entourées d'auto-mitrailleuses, tellement l'accueil fut sympathique. Il en sera probablement de même en Irlande.

M. de Valera, le leader républicain irlandais, a fait allusion à ce voyage, dans un discours qu'il prononça dans un meeting à Cavan, et a déclaré :

« Si le roi George ou le prince de Galles viennent en Irlande en qualité de chefs d'un Etat étranger, comme, par exemple, pourraient y venir le roi des Belges ou le président des Etats-Unis, ils y seront reçus avec le respect qui leur est dû. »

« Par contre, s'ils y viennent en prétendant être les souverains de l'Irlande, le peuple ne manquera pas de leur faire sentir ce qu'il pense de cette prétention. »

Le prince de Galles n'a qu'à bien se tenir.

On charge Gérin, l'« homme du Pilat » d'un autre crime

MAIS N'EST-CE PAS L'OPINION POPULAIRE QUI S'ABUSE OU SE VENGE ?

Saint-Etienne, 26 janvier. — Aussi taciturne dans sa prison que dans le cabinet du juge d'instruction, Gérin, l'homme du Pilat, n'a pas encore adressé la parole à ses gardiens.

Depuis que Mme Fargier l'a reconnu formellement comme l'assassin de son mari, et depuis surtout que les paysans se savent à l'abri de représailles, les langues se sont déliées. Et ce n'est pas un, mais deux crimes que l'opinion publique reproche maintenant à la terreur du Pilat.

Un matin de novembre 1923, alors que le pays était couvert de neige, on s'apercevait qu'une ferme isolée, au lieu dit « Des Gagnés », sur le chemin de Pélussin, à la Croix-de-Montieu, avait été détruite par le feu. Sous les débris, on retrouvait les ossements calcinés du fermier, le père Blaise Dumas, âgé de 70 ans.

Juge de paix et gendarmes de Pélussin conclurent, naturellement, à l'accident. En s'approchant trop près de l'âtre, Dumas avait mis le feu à ses vêtements, puis aux meubles et à la maison. Les économies du vieux paysan avaient été aussi, pensa-t-on, dévorées par les flammes.

Les mêmes déductions eussent, logiquement, été faites, au lendemain du drame de Sonet, si la pauvre mère Fargier n'avait réussi à se sauver dans les circonstances que nous avons déjà relatées. Ceci ne manqua pas de rappeler certains détails trop rapidement jugés lors de la fin du père Dumas. Et les gens de Pélussin assurent maintenant que le septuagénaire fut, lui aussi, victime de Gérin.

Après l'avoir torturé jusqu'à ce qu'il lui eût remis ses économies, Gérin abattit sans pitié le vieillard. Puis, après avoir jeté la clé sous la porte et mis le feu, il partit. On retrouvait, en effet, sous les cendres de la table, la clé de la porte, une de ces énormes clés que les paysans n'enlèvent jamais de la serrure.

Lors de l'autopsie des restes du père Fargier, le médecin dut taper sur les vertèbres noircies pour en faire tomber les morceaux de fer tirés en guise de plomb par Gérin. Rapprochant tous ces détails, il est certain que M. Chazal, juge d'instruction, fera examiner sous peu les ossements du père Dumas. On saura alors si vraiment le crime de Sonet est imputable à Gérin.

Néanmoins on peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un phénomène commun à la psychologie des foules. Les paysans de la bas, haineux et vindicatifs, ont à se venger des larcins de Gérin. Ils le détestent. Et puisqu'il y avait Gérin dans le pays, tout lui est imputable, même les accidents.

Ainsi se monta jadis l'opinion campagnarde en Côte-d'Or contre Pacotte, qu'on peut aujourd'hui considérer comme innocent. Et n'y eut-il que cela que Gérin était un homme libre, tous les sorts de la globe se dressent contre lui. C'est la meute lancée à l'hallali !

Chez les laseurs de lois

ARMEMENTS ET RELIGION

La Chambre a repris, ce matin, la suite de la discussion du budget des Affaires étrangères, arrêtée vendredi soir, après le discours virulent et grandiloquent du gros Herriot répondant à la voix de basse-taille, ponctuée de quelques roseries, d'Aristide le Rusé. On revient à des digressions internationales. Quelques « embellissements » vazeux vont se succéder à la tribune.

Ce n'est pas du Vatican qu'il est question ce matin, mais du traité de Versailles et des conséquences de l'occupation de la Ruhr.

La guerre, l'horrible tuerie, domine encore toute la politique, et les corbeaux de Parlement croassent toujours et quand même, comme aurait dit Diderot, sur les cadavres refroidis...

Jean Fabry, colonel de son ancien métier, tête de bois à la voix d'ennuie, vient soutenir cette thèse que le système échafaudé à Versailles ne tient plus, parce que ses conditions ne sont pas remplies. Ce ramolot vient encore nous rebattre les oreilles d'armements et de désarmements, avec des raisons que la raison ne connaît pas.

Herriot répond : « Eh bien ! en pleine occupation, on a fabriqué chez Krupp, à Essen, des milliers de baguettes de fusil qui sont parties en Allemagne... »

Le squelette immense de Maginot en craque d'indignation.

Herriot promet d'apporter, à ce sujet, d'autres révélations.

La séance de l'après-midi s'ouvre à 15 heures.

Fabry continue à pérorer sur le budget des Affaires étrangères et provoque une riposte du président du Conseil qui parle avec une certaine amertume de documents secrets et de trahisons latentes.

Puis Marcel Plaisant discourt sur des généralités et sort des poncifs rassis sur l'influence de la France, à faire honte à Poincaré lui-même.

Soudain, le Vatican est remis en question, et le président du Conseil met un corollaire à son discours de l'autre jour. Il s'appuie sur l'argument de la distinction du politique et du religieux et démontre assez fortement que le pape est intervenu dans les affaires de la France, en incitant les catholiques à s'organiser en parti.

Paul Simon soutient que l'ambassade est nécessaire et reprend les arguments d'Aristide, avec la voix de basse chantante en moins.

Herriot répond avec désinvolture et traite ces paroles d'hypothèses non vérifiées. La séance est levée à 19 heures.

Quand on sort de cette caverne oratoire, où il y a plus de quarante voleurs de la confiance du peuple, on respire l'air du soir pour chasser les miasmes du parlementarisme.

Aujourd'hui, ils nous ont berné et ont joué, une fois de plus, avec des mots menteurs qui ne laissent dans la mémoire qu'un souvenir de dégoût.

Le sujet du débat pourrait se synthétiser dans ce titre : « Armements et Religion », trognons armés et corbeaux. On évoquait, en attendant ces discours au rythme poli et sceptique, des carnages passés et futurs et malgré la parade anticléricale, on entendait le rire lointain et perfide des cardinaux romains dépeints par Mlle Zola...

L'ANTIPARLEMENTAIRE.

Au Conseil des Ministres

Les membres du gouvernement se sont réunis hier à 21 heures, en conseil de cabinet, au quai d'Orsay, sous la présidence de M. Herriot.

Les salaires des ouvriers mineurs

M. Peytral, ministre des travaux publics, a rendu compte de la réunion tenue dans la journée à Douai par les délégués des syndicats mineurs et ceux des mines. Au cours de cette réunion, qui s'est terminée par un accord complet, les ouvriers mineurs ont obtenu une augmentation de salaire de soixante-dix centimes à un franc par jour.

Suppression d'emplois dans les administrations publiques

Le conseil a pris connaissance du rapport de l'inspecteur général des finances, chargé d'étudier la réduction du nombre des emplois civils et militaires. Une première suppression de 9028 emplois a été proposée. Le conseil a ratifié cette proposition.

Le reste de la séance a été consacrée à l'expédition des affaires courantes.

Voilà trois mois que je me berce d'espoirs, et chaque fois c'est la même chose : une rebuffade sur une rebuffade. Je ne suis pas né pour vivre en épage. Alors, je sais bien ce qui me reste à faire... Et puis, va, je n'ai rien à regretter. Pour ce qu'a été ma vie jusqu'à présent !

..

Quel était donc l'homme — pourtant jeune encore — qui lançait d'une voix si acrimonieuse cet anathème à la vie ? Quel douloureux calvaire avait-il gravi pour que, à peine admis au banquet de l'existence, il appelât si ferveusement la Grande Faucheuse ?

Jacques Dardel avait vingt-trois ans. Le visage assez délicat était ravagé par de profondes rides. Assez svelte, il était vêtu d'un complet noir, jadis à la mode, mais un peu verdi par le temps et élimé aux coudes et aux genoux. Malgré la vétusté de ses vêtements, il gardait encore un maintien assez élégant, portant manchettes et les mains recouvertes de gants qui, en leur temps, avaient dû être jaunes. Coiffé d'un chapeau à larges bords, on l'eût pris pour un de ces bohèmes qui végètent dans la littérature ou dans les arts sans jamais pouvoir réussir à dérocher un lambeau du manteau de la Gloire.

Qu'avait-il donc subi, ce jeune homme qui aurait dû aspirer la vie à pleins poulmons, pour que ses yeux les plus ardents fussent que la Camarde daignât enfin le prendre dans ses bras décharnés ?

Il nous faut nous reporter dix-huit mois en arrière pour pouvoir comprendre toute la rancœur qu'il éprouvait en cette soirée de juin.

La cellule « moucharde »

Ecoutez ceci. C'est une perle. Il faut l'enchâsser lui-même :

« La Cellule des P.T.T. signale à la direction et aux services intéressés l'état de malpropreté des locaux de la recette et, en particulier, des water-closets, dont les escaliers n'ont jamais été balayés. »

« En outre, la Cellule fait remarquer que par les vastes de droite donnant des water-closets à la rue Sainte-Marthe, l'escalade est facile pour un cambrioleur, ce vastes n'étant pas muni d'un appareil de fermeture. »

Ces jésuites autoritaires, on le voit, se font les défenseurs attentifs de l'Etat capitaliste. En outre, par des indications précieuses, ils deviennent les auxiliaires éventuels de « Ces Messieurs de la Tour Pointue. »

Ils sont saisis là en flagrant délit d'action occulte et moucharde, et ces préoccupations les peignent « tels qu'en eux-mêmes le Bolchevisme les change », c'est-à-dire en êtres profondément malveillants.

Et le pain augmente toujours

Moulins, 26 janvier. — Au cours d'une réunion tenue à la préfecture, la commission consultative des blés et farines du Bourbonnais a fixé le cours du blé à 130 frs. le quintal, et le prix de la farine à 168 frs. rendue en boulangerie.

Dans ces conditions, le préfet va prendre un arrêté portant le prix du pain à 1 fr. 525 le kilog, à partir du 1er février, soit en augmentation de 0 fr. 05.

En peu de lignes...

Une série d'attaques nocturnes

Un ouvrier monteur, nommé Prêhen, 18 ans, 41, rue Perceval, passant hier soir, rue de la Galté est assailli par un inconnu qui l'a grièvement blessé à coup de pied dans le ventre.

Trois inconnus frappent en face le 37 rue de Palestro, Mme Andrée Dricars, 24 ans, polisseuse, 30 rue de Maubeuge et lui arrachent son sac à main. L'un d'eux, Charles Gicquel, garçon boucher, 19 ans, rue de Paris à Champs-sur-Marne, est arrêté.

Mme Mélanie Cublot a eu le même sort en face chez elle, 18, rue Marignan. Ses deux agresseurs Claude Large, 22 ans et Joachim Bernard, 22 ans, sont arrêtés.

Abandonnée elle s'empoisonne

Abandonnée par son ami, Mlle Charlotte Gobet, 36 ans, a tenté de s'empoisonner chez elle 3, quai de la Marne, à Maisons-Alfort. Elle a été transportée dans un état grave à l'hôpital de la Pitié.

Brûlée vive

En faisant sécher du linge près de son poêle chauffé au rouge, Mme Blanche Wisnias, 41 ans, 5, impasse du Ressort à Malakoff a mis le feu à ses vêtements et a succombé à ses blessures.

Débitant attaqué

Eugène Brisset, badigeonneur, demeurant à Versailles, a tiré trois coups de revolver sur M. Pierre Clenet, débitant rue de l'Ermitage, à Versailles qui a été blessé. Le meurtrier a pris la fuite.

Un facteur arrêté

On a arrêté le facteur Georges Beglat, 30 rue Saint-Louis-en-l'Île, employé au service des colis-postaux rue du Louvre. Depuis deux mois il s'appropriait de nombreux colis de produits pharmaceutiques, de dictionnaires et de livres.

Bonneteurs arrêtés

Sur le champ de courses de Vincennes, on raffe plusieurs bonneteurs ; deux sont envoyés au Dépôt : l'Algérien Nejajiri Neortjaal Marschadro, métallurgiste, 17, rue de la Cerisaie, et André Sizaire, domicilié chez ses parents, 15, rue de la Folie-Méricourt.

Par la fenêtre

Dans un accès de fièvre, Mlle Georgette Deloro, 26 ans, se jette d'une fenêtre située au troisième étage, 17, rue de l'Exposition. Fortement contusionnée, la jeune fille est transportée à Laennec.

Onze ans après

Bordeaux, 26 janvier. — Détenue à la prison militaire pour vol et insoumission, Blaise Giora, 50 ans, est reconnue comme condamnée aux travaux forcés à perpétuité par contumace en 1914 par la cour d'assises de la Gironde pour attentat à la pudeur.

avec violence. Il a été transféré à la maison d'arrêt de Bordeaux.

Un Arabe pas commode

A la fête de la Glacière, dans un jeu de boules, Ben Teckhici Mohamad, rue de Verdun, à Gentilly, prend à partie Eugène Gautier, 29 ans, chauffeur, qui se moquait de sa maladresse. Il le frappe, sort son couteau... Désarmé, l'Arabe est arrêté.

Toujours le gaz

Prise d'un malade, Mme veuve Manuel, 66 ans, 6, rue Herschel, tombe dans la cuisine et dans sa chute, ouvre le robinet du gaz. La sexagénaire est asphyxiée.

On arrêté

Le camionneur Pierre Friop, demeurant 41, rue du Pré, à Pantin, est envoyé au Dépôt pour attaques nocturnes.

Une étrange affaire

Montpellier, 26 janvier. — En rentrant chez eux, la propriétaire d'un immeuble de Montpellier et son fils ont été victimes d'une intoxication dont les causes restent mystérieuses. Des ampoules de verre qui auraient contenu du chlorure de benzoyle ont été trouvées sur le parquet.

Sur la voie

Lons-le-Saunier, 26 janvier. — A Andelot, on trouve sur la voie du chemin de fer de Mouchard à Pontarlier, le cadavre d'un inconnu âgé de 45 ans et portant des blessures suspectes.

Dans le fossé

Clermont-Ferrand, 26 janvier. — M. Antoine Geyraud, 65 ans, rempilleur à Chappes, est trouvé mourant dans un fossé au bord de la route. Il succombe peu après.

Crime ou accident ?

Tournon, 26 janvier. — Le cultivateur Joseph Goudard, âgé de 65 ans, de Colombier-le-Vieux, a été trouvé dans un fossé de la route de Saint-Félicien, le crâne fracturé. On ignore s'il s'agit d'un crime ou d'un accident.

Impudence d'un fumeur

Saint-Jean-de-Maurienne, 26 janvier. — Le nuit dernière, M. Bertoglio, plâtrier, octogénaire, qui fumait la pipe étant couché, a mis le feu à son lit. Le malheureux dut se lever pour ouvrir une fenêtre et appeler à l'aide, mais il tomba asphyxié, car un commencement d'incendie s'était déclaré. Des voisins maîtrisèrent le feu, et découvrirent le cadavre du malheureux plâtrier près de son lit.

Epidémie de grippe à Moulins

Moulins, 26 janvier. — Une épidémie de grippe assez sérieuse sévit actuellement à Moulins. On signale de nombreux cas.

Au fond d'une mine

Saint-Etienne, 26 janvier. — A la suite d'une discussion survenue à Roche-la-Molière, au fond du puits Combes, à trois cents mètres sous terre, le Polonais Wladislaw Lubera, âgé de 26 ans, a assommé à coups de lampe son camarade de travail, Joseph Barbet, 21 ans.

Voilà des faits qui ne devraient jamais se produire, si les ouvriers avaient, au fond du cœur, ce sentiment de solidarité fraternelle qui serait une barrière à la brutalité et à la haine.

Un échafaudage se rompt

Quatre ouvriers grièvement blessés

Decazeville, 26 janvier. — Par suite de la rupture d'un échafaudage aux usines de Decazeville, quatre ouvriers chaudronniers domiciliés à Firminy ont été précipités dans le vide d'une hauteur de sept mètres.

Relevés grièvement blessés tous les quatre : Bonnet Mohamed et Delfau, âgés de seize ans ; Joseph Sereys, vingt ans, et Lherondeau, trente-quatre ans, ont été transportés à l'hôpital.

Exploit de chauffard

A Saint-Cyr-l'Ecole, le soldat Léon Mahu, 21 ans, a été écrasé par une auto qui ne s'est pas arrêtée après l'accident. La victime a succombé.

Ne confondons pas

L'Humanité du 24 janvier a signalé le nommé Gabriel Arnoult comme étant un dégoûtant. En effet, cet individu se dit libéré de prison et il aurait été pour délit politique, et en profite pour escroquer les organisations.

Cet individu mérite une bonne correction, que les copains le reçoivent à leur manière !

Mais un camarade libertaire est son homonyme, Gabriel Arnould, un copain celui-là, nous prie de déclarer qu'il n'a rien de commun avec l'individu cité plus haut.

Récidiviste

(NOUVELLE)

par Louis LORÉAL

Ce fut d'un geste profondément déçu, que Jacques Dardel laissa tomber à terre la lettre que le concierge venait de lui apporter.

« Allons, mon vieux Jacques, soliloquait-il, puisque plus personne ne veut de toi, il ne te reste plus qu'à faire tes adieux à cette société qui te rejette inexorablement de son sein. Puisque tu es vaincu, sache supporter ta défaite ! »

Il mit son veston et sortit de sa mansarde, le visage empreint d'une farouche résolution.

Cependant, comme il passait devant un café de la rue de Ménilmontant, il s'entendit héler par un homme attablé devant un bock.

« Hé ! Jacques, Eh bien, quoi ! on ne dit plus bonjour aux amis ? Mais... tu as l'air tout triste. Allons, viens un peu me tenir compagnie, cela dissipera ton cafard ! »

Jacques hésita un instant, puis, cédant aux invitations pressantes de son camarade, il s'assit en face de Paul Amiot.

Pourtant, malgré les multiples tentatives de ce dernier, Jacques restait sombre et ne répondait que par monosyllabes à l'essai de conversation de Paul.

— Ah ça ! aurais-tu des chagrins d'amour ?

— Oh ! si ce n'était que cela !

— Eh bien ! alors ? Ah ! oui... c'est vrai, tu es sans travail ! Mais patiente un peu, tu finiras bien par trouver un emploi.

— Hélas ! je viens de voir s'envoler ma dernière espérance. J'ai reçu ce soir la réponse d'une compagnie à une demande que j'avais faite. On me dit que, eu égard à mes antécédents, on ne peut pas m'embaucher au service que je postulais.

— Ah ! j'en ai assez de cette vie de paria ! Je suis las de me voir partout repoussé comme un réprouvé. Il me faut en finir une fois pour toutes avec la misère ! Au moins, j'aurai le repos absolu !

— Tu ne vas pas faire de blague, hein ? dit Paul, anxieux. Voyons, mon pauvre vieux, il ne faut pas te décourager. Il y a des moments où la malchance semble nous poursuivre ; mais avec de la patience et la ténacité, on finit par vaincre l'adversité. Attends encore un peu, voyons ! avant de te livrer à un acte désespéré.

— Attends, toujours attendre ! Hé ! tu en parles à ton aise, répliqua aigrement Jacques. Mais encore faut-il en avoir les moyens. Moi, je suis à bout de ressources ; demain je dois payer mon terme... et je n'ai pour tout avoir que vingt-trois sous !

— Non, non ! je n'en peux plus, reprit-il après quelques secondes de pénible silence.

(1) Les condamnés au-dessus de trois mois et au-dessous d'un an et un jour qui accomplissent leur peine en cellule bénéficient d'une réduction d'un quart de leur condamnation.

L'Action et la Pensée des Travailleurs

A L'U. D. U. DE LA SEINE

La mauvaise gestion des moscoutaires

Non seulement les gens de Moscou ont anémié la C.G.T.U. et divisé la classe ouvrière, mais ils se sont abattus sur les caisses syndicales et coopératives comme le phylloxera sur les vignes.

Le compte-rendu financier de l'Union des Syndicats dits unitaires de la Seine est suggestif. Ce bilan du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924 est édifiant. C'est la preuve certaine d'une mauvaise gestion, pour ne pas dire plus.

Voici les chiffres officiels :

Les recettes de l'U.D.U. d'octobre 1923 à septembre 1924 s'élèvent à 212.167 fr. 55, et les dépenses à 254.368 fr. 70, ce qui fait un déficit de 42.201 fr. 15.

L'encaisse administrative qui était de 52.203 fr. 05 au 1^{er} octobre 1923, est tombée à 17.085 fr. 05 au 30 septembre 1924, ce qui fait un déficit de 35.118 francs. A ce train-là, l'encaisse de 17.085 fr. 05 sera dévorée dans six mois, peut-être avant, car le nombre des cotisants a diminué.

A mesure que les recettes diminuent, les dépenses augmentent, surtout du fait des nourrissons. En octobre 1923, les traitements aux fonctionnaires étaient de 3.000 francs. En septembre 1924, la dépense est de 6.025 fr., plus du double. Est-ce l'appât du nombre des permanents qui a monté ? Frères cotisants, du courage et la main à la bourse !

Sur 171.206 fr. 75 de recettes administratives, le personnel a pris 55.153 fr. 50, soit le tiers. Le personnel chère un peu dans nos cotisations.

En octobre 1923, il y avait en caisse, dans un rayon spécial, 5.845 fr. 95 portés comme « secours à la Russie ». Ils ont été seulement utilisés en dépenses en décembre 1923. Ce signifie au juste cette histoire de secours à la Russie... qui, en sens contraire, envoie des roubles pour domestiquer les syndicats ?

Il y a, en recettes, 831 fr. 35 pour un « Comité international ouvrier ». Que signifie encore cette rubrique bizarre ?

La caisse de solidarité, qui était en octobre 1923 de 15.086 fr. 45, est descendue à 13.020 fr. 90 en septembre 1924. Est-ce bien prudent de laisser une aussi forte somme entre les mains des professionnels du déficit surtout qu'il y a de grèves en ce moment et des misères ouvrières à secourir ? Une caisse de solidarité est faite pour la répartition immédiate, afin de secourir l'action en cours, elle n'est pas faite pour la capitalisation.

En résumé, la situation financière indique une mauvaise gestion. Monnaie avait annoncé des limaces. Il n'avait pas tout vu. Il y a aussi des larves et des asticots.

La « Maison des Syndicats » n'est pas la propriété exclusive de l'U.D.U., elle est, en vérité, le patrimoine commun de tous les syndicats qui ont versé : confédérés, autonomes et unitaires. Son conseil comprend des membres des trois tendances. On se demande pourquoi un bilan de la M.D.S. est annexé à celui de l'U.D.U.

La aussi, du 1^{er} octobre 1923 au 30 septembre 1924, il y a un déficit. Il s'élève à 135.262 fr. L'encaisse, qui était de 163.196 fr. 65 au début de l'exercice, est descendu à 27.934 fr. 65.

Un bilan plus détaillé est promis pour l'assemblée qui se tiendra en avril 1925. D'ores et déjà, on peut assurer que la gestion moscoutaire est nuisible à la « Maison des Syndicats », au point de vue financier, et aussi pour l'affectation des locaux.

Si les syndicats actionnaires ne montent pas bonne garde autour de leur Maison, le Parti Communiste va s'en emparer. Il dispose déjà des salles à sa guise, tandis que les syndicats ont du mal à s'y réunir.

Alors que des syndicats n'ont pas de bureau, un local a été transformé à grands frais pour recevoir le « Secours Ouvrier », une annexe du P.C. Est-ce que la « Maison des Syndicats », montée et développée avec les gros sous des syndiqués, va devenir la chose d'un parti politique qui n'a rien versé ?

Il y a un chapitre spécial pour l'Inhalatorium Arnold. Il n'est pas long. Il accuse des versements de 55.000 francs au flibustier d'Anteuil, et 29.552 fr. 20 souscrits par les syndicats.

C'est le compte des « profits et pertes », c'est-à-dire que les 55.000 francs versés au docteur sont perdus pour les syndiqués.

A côté de cette jonglerie de chiffres, il y a le rapport sur les statuts qui comporte la « bolchevisation » du syndicalisme. Les nourrissons de la Grange Alimentaire veulent garder le biberon le plus longtemps possible. Ils se prononcent pour la rééligibilité des fonctionnaires.

Et pour que le syndicat soit un excellent tremplin électoral pour le seul Parti Communiste, un élu politique, rétribué ou non, pourvu qu'il soit du P.C., sera choisi de préférence comme secrétaire d'organisation syndicale.

La chose semble extraordinaire. Elle existe pourtant, en toutes lettres, dans le Bulletin de l'U.D.U. de janvier 1925, et elle a été enregistrée par le congrès qui s'est tenu le dimanche 25 janvier. L'Humilité du lundi 26 en donne la confirmation. Voici ce qu'elle dit par l'intermédiaire de l'enfant de chœur Raynaud : « Ces points d'orientation sont la centralisation syndicale, la rééligibilité et la possibilité pour les secrétaires de participer aux élections. »

« Nous ne séparons pas l'action syndicale de l'action politique, car nous ne sommes pas de ceux qui prétendent que le syndicalisme suffit à tout »

« Avant la guerre, si un « réformiste » avait tenu des propos aussi sacrilèges à la Maison des Syndicats, il aurait été pendu haut et court. En 1925, un merdeux peut bafou-

ler aussi insolemment sans se faire tirer les oreilles. L'effronterie l'emporte chez Raynaud, car mieux que tout autre, il devrait savoir que si le syndicalisme ne suffit pas à tout, ce n'est guère à lui de le soutenir.

Ce syndicalisme, qui nourrit Raynaud, est par trop villipendé. A-t-il perdu toute honte, celui qui parle ainsi, et qui a fait tort de 55.000 francs aux syndiqués de la Seine ? Camarades de la C.G.T.U., à la nôtre, nous avons de bons administrateurs, des inamovibles irréprochables et des politiciens cumulards hors concours. Nous sommes bien servis. Et tout cela se fait au nom de la Révolution !

Les temps sont moches !

D. GOUTE.

Dans le S. U. B.

Aux Menuisiers. — Les gens qui viennent de quitter la section des menuisiers adhérente au S.U.B., pour créer un Syndicat politique, font un battage sur l'« Humanité » du samedi 24 janvier et duquel tout menuisier averti ne peut qu'en rigoler.

Non, les scissionnistes de la Section, les menuisiers ne vous suivront pas, car ils connaissent leur vieux syndicat et l'action qu'il a menée et c'est toujours en accord avec lui que les menuisiers viendront y défendre leur droit à l'existence et lutter contre le patronat.

Pour la fourniture de l'outillage par les patrons.

Pour imposer nos délégués d'ateliers et chantiers.

Tous à la section des menuisiers adhérente au S.U.B. et à la vieille Fédération du Bâtiment qui a pris son autonomie pour œuvrer syndicalement en dehors de toute ingérence extérieure au Syndicalisme.

Tous au S.U.B.

Nécrologie. — Nous apprenons le décès de la compagne du camarade Dutartre dit « Cadet », de la section technique des Charpentiers en fer.

Les obsèques ont lieu aujourd'hui mardi, à 9 heures précises, 5, rue Julie (14^e) ; Nous invitons les camarades disponibles à y assister.

Nous envoyons à notre camarade toutes nos condoléances.

Section locale d'Ivry. — La réunion qui a eu lieu dimanche a été d'une belle tenue par son caractère de propagande et d'action syndicaliste.

L'exposé du camarade délégué du S.U.B. fut écouté attentivement et à la suite, un lieu une discussion qui portera ses fruits, car les camarades sont décidés à faire revivre le syndicalisme dans la localité. Pour cela, ils sont décidés à se mettre en rapport avec les camarades des autres organisations autonomes habitant Ivry, afin de coordonner les efforts pour arriver à quelque chose de tangible.

C'est pourquoi, les camarades autonomes de toutes corporations sont invités à se mettre en rapport avec le camarade Giraud, 60, rue de Seine.

Le Secrétaire de la Section,

GIRAUD.

SYNDICAT DES TRAVAILLEURS FORAINS

Un ordre du jour

Les travailleurs forains réunis à la Maison des Syndicats, 33, rue de la Grange-aux-Belles, après avoir écouté l'exposé fait par leur secrétaire sur le fascisme, ses moyens et ses buts :

Constatent que sous cette étiquette se cache une organisation de lutte du capitalisme international contre l'émancipation des travailleurs et leurs légitimes aspirations.

Après avoir enregistré les crimes commis par les hordes à la solde du capitalisme et par conséquent du patronat :

Exigent la libération immédiate de toutes les obscures victimes remplissant les prisons du capitalisme international et attisent l'attention de la classe ouvrière sur le jugement inique qui a fait des vaillants luteurs Sacco et Vanzetti deux condamnés à mort qu'on a l'impérieux devoir de sauver, ainsi que Bonomi et Castagna, victimes de la justice de classe française.

Protestent contre la politique poursuivie par le gouvernement qui, en prenant des arrêtés arbitraires d'expulsion contre les militants ouvriers étrangers, favorise ouvertement le développement du mouvement fasciste en France.

Vouent au mépris et à la vindicte de la classe ouvrière les assassins qui, par l'intermédiaire d'inconscients, ont fait couler le sang de nos camarades à Douarnenez.

Déclarent que c'est en état de légitime défense et résister à l'instauration du fascisme par tous les moyens même et y compris la violence.

Crient à haute et intelligible voix : Honte à ceux qui par leur veulerie, leur indifférence ou leur lâcheté contribueront au grand crime qui se prépare contre la classe ouvrière !

Se séparent aux cris de : A bas le fascisme ! Vive l'unité syndicale nationale et internationale !

Le Secrétaire, G. HERBAU.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Georges LACHAUME

Imprimerie spéciale du Libéraire

10-12, rue Paul-Lelong, Paris.

AUX TERRASSIERS

Réagissons contre les visées des politiciens

A notre dernière assemblée générale, quelques centaines d'adhérents à notre syndicat, nouveaux venus à l'organisation pour la plupart, et obéissant tous au mot d'ordre du Parti communiste en la circonstance, ont, par une obstruction systématique, empêché le débat sur l'autonomie syndicale d'avoir lieu et de s'affirmer en toute indépendance de cause et avec netteté.

C'est pourquoi, après avoir vu, lors de notre assemblée du 11 janvier, les vieux militants du Syndicat des Terrassiers, lesquels ont à leur actif un passé syndical irréprochable et sans tache, basement insultés par la tourbe fanatique courbée sous la férule des bourgeois et des soudards qui président aux destinées du Parti communiste en France, nous avons pour devoir, nous militants de la Terrasse, de nous situer clairement, de prendre nettement position en nous affirmant les ennemis irréductibles des prétendus révolutionnaires du P.C. qui tentent de canaliser notre force syndicale pour des fins et des buts politiques, qui ne sont pas les nôtres, qui ne peuvent en aucune façon représenter et défendre nos intérêts de classe.

De tous temps et à toutes les époques de l'histoire politique contemporaine des peuples d'Europe, tous les partis, les uns après les autres, et quelle que fut leur étiquette, se sont ingéniés à profiter de notre misère et de notre ignorance pour l'aboutissement de leurs intérêts et de leurs ambitions personnelles de parti.

Aujourd'hui plus qu'hier, enrichis de nouvelles expériences, las de servir de jouets dérisoires aux partis politiques de toutes nuances, nous ne pouvons tolérer que des politiciens, bourgeois de sang et de naissance, exploitent de la crédulité humaine, puissent venir transformer nos assemblées syndicales en assemblées politiques, en assemblées électorales.

Souventes fois déjà, nous avons démontré les raisons pour lesquelles nous ne pouvons plus rester au sein de la C.G.T.U., organisation qui préfère la conquête du pouvoir politique à la grande lutte naturelle et nécessaire pour l'existence, organisation qui demain, sous l'inspiration du Parti communiste, imposera aux syndiqués que nous sommes l'immobilité de ses fonctionnaires.

La crise que traverse notre syndicat est des plus aiguës. Dernier rempart — et le plus redoutable de tous — du syndicalisme, les politiciens ragueurs et haineux de la rue Montmartre et de la Grange-aux-Belles veulent l'abattre définitivement, à seule fin de régner en maîtres sur les derniers vestiges de ce qui fut longtemps en ce pays le mouvement ouvrier.

Nous sommes, à cette heure encore, quelques-uns qui ne voulons point laisser sombrer notre vieille organisation, nous sommes encore quelques-uns à vouloir, au milieu des tristesses et des rancœurs du moment, tenir tête à l'orage et empêcher l'effondrement définitif de longues années de lutttes et de sacrifices.

Un nombre de camarades — et des meilleurs — dégoûtés des menées prolétariennes, veulent quitter l'organisation. Qu'ils ne commentent point cette faute et qu'ils se rallient avec nous pour faire face à la tempête démagogique et destructrice qui souffle aujourd'hui en rafales sur nos têtes !

D'autres estiment qu'il faut rester au syndicat pour lutter contre les politiciens. Espoir chimérique de ces derniers ! Dans quelques mois, le Syndicat des Terrassiers, dans les mains de ceux-ci, ne sera plus qu'une lamentable épave, que l'ombre même de ce qu'il ne fut jamais aux jours les plus sombres de son histoire.

Camarades, qui pensez dans quelques mois ou même dans quelques semaines chasser les politiciens de notre syndicat, vous ne retrouverez plus que des ruines. Les meilleurs seront partis, perdus à tout jamais, et dix années peut-être d'efforts ne pourront nous faire retrouver la force corporative et syndicale qui est la nôtre aujourd'hui.

Ce qu'il faut pour empêcher notre syndicat de disparaître et de sombrer dans une impuissance et une défaite sans lendemain, c'est de travailler, jeunes et vieux militants, à organiser immédiatement l'attention de la classe ouvrière sur le jugement inique qui a fait des vaillants luteurs Sacco et Vanzetti deux condamnés à mort qu'on a l'impérieux devoir de sauver, ainsi que Bonomi et Castagna, victimes de la justice de classe française.

C'est pourquoi nous faisons un pressant appel à tous les terrassiers pour venir avec nous fonder le Syndicat autonome des terrassiers de la Seine et Seine-et-Oise.

Certes, nous savons que nos adversaires crieront à la scission et nous traiteront d'agents de la bourgeoisie. N'ayant jamais rien compris au syndicalisme, n'ayant pas d'autres arguments que la diffamation et le mensonge, il est tout à fait naturel qu'ils se servent de ces armes ou plutôt de ces artifices grossiers qui ne peuvent tromper que de malheureux fanatiques.

Nous saurons leur répondre chaque fois et même aussi les démasquer.

Lorsqu'ils nous traiteront de scissionnistes, nous leur montrerons qu'à notre dernière assemblée générale, avant que le vote ait eu lieu, Bordès, récitant la leçon des dictateurs du P.C., s'obligeait jusqu'à déclarer que majorité ou minorité ils resteraient à la C.G.T.U.

Nous dirons également bien d'autres choses, nous ferons aussi parler les chefs de la C.G.T.U. et du P.C. — car l'heure est venue de tout dire et d'arracher enfin le masque aux fourbes qui prétendent parler au nom du prolétariat. En attendant, que tous les terrassiers discutent de cela sur les chantiers de la région parisienne et fassent la propagande nécessaire pour la création d'un syndicat autonome, seul moyen de faire revivre le syndicalisme en ce pays.

Ligue syndicaliste des militants de la Terrasse.

Communiqués syndicaux

Syndicat Autonome du Bâtiment de Reims. — Assemblée générale. — Les ouvriers du Bâtiment sont invités à assister nombreux à la réunion qui aura lieu demain mercredi, à 20 heures, salle Municipale, boulevard Cartieret. L'ordre du jour étant des plus importants, la présence de chacun est indispensable.

Gardiennes et Employés de la Commande au Comptant de la Seine. — Réunion générale ce mardi soir, à 20 h. 30. Bourse du Travail, salle Bondy.

Ordre du jour : Lecture du procès-verbal et de la correspondance ; Rapport du Conseil et des délégués.

Présence indispensable de toute la corporation.

Chambre Syndicale des Emballeurs (3, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e). — Emballeurs syndiqués ou non, la Fédération Unitaire du Bois à laquelle vous appartenez organise une grande réunion corporative au gymnase Japy, le jeudi 29 janvier, à 18 heures, rue Japy (11^e). Afin de défendre nos intérêts corporatifs, les camarades

ne peuvent pas ne pas assister à cette réunion.

Producteurs et Distributeurs d'Energie Electrique de la Seine. — Conseil général ce soir, à 20 h. 30, salle du Bas-Côlé droit, Bourse du Travail.

Sieurs, Découpeurs, Mouluriers. — De 20 heures 30 à 22 heures 30, Bourse du Travail, 5^e étage, bureau 1. Permanence tenue par le secrétaire.

Fédération des Jeunesses Syndicalistes de la Seine. — Aujourd'hui, à 20 h. 30, réunion du Groupe d'Etudes, lieu habituel.

La Jeunesse Syndicaliste du 20^e a organisé, pour le mardi 3 février, une grande conférence sur « Le Syndicalisme et l'Anarchie », par les camarades Colomer et Besnard (ou Verdier).

Prière aux autres Jeunesses de ne rien organiser pour ce jour-là.

On se réunira 4, place Saint-Fargeau (20^e). — Réunion de la Jeunesse Syndicaliste du 20^e demain mercredi, 4, place Saint-Fargeau.

Ordre du jour : Compte rendu financier ; Compte rendu du Comité d'entente ; Formation de bibliothèques d'études ; la Propagande ; l'Organisation de la conférence.

Les copains sont priés d'être à l'heure exacte. Les camarades Giraud et Mousset, de la Jeunesse des P. T. T., sont convoqués spécialement.

DANS LE S. U. B.

CHARPENTIER EN BOIS. — Ce soir, à 18 heures, Conseil syndical élargi, Bourse du Travail, 4^e étage.

CHARPENTIER EN FER. — Réunion du Conseil ce mardi soir, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 14.

PAVEURS ET AIDES. — Réunion du Conseil élargi, ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail, au siège.

PEINTRES. — Réunion du Conseil ce soir mardi, à 18 heures, au siège.

PLOMBIERS-COUVREURS-POSEURS. — Réunion du Conseil ce mardi soir, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 13. Les copains sont priés d'être présents à 18 heures précises.

SERRURIERS. — Réunion du Conseil et des militants ce soir, à 18 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 2.

Cours professionnels

MENUISERIE. — A 20 h. 30, salle Fernand-Pelloutier, Maison des Syndicats, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Communications diverses

Groupe d'Etudes Mutuelles de la Ville de Puteaux « Fructidor » (secrétariat, 9, rue Collin, à Puteaux). — Ce mardi soir, à 20 h. 30, à la mairie de Puteaux, Georgia Knap présentera « le Cottage social ; comment on devient soi-même propriétaire de sa maison ».

Club des Réfractaires (38, rue Elie-Gintra, Bordeaux). — Aujourd'hui mardi, causerie par Triprix, sur « Ce que sont les Individualistes ».

Chronique des sciences, arts, lettres et Vie sociale ; tirage de bouquins gratuits ; librairie, bibliothèque ; achats en commun.

Comité de Défense Sociale. — Ce mardi soir, à 20 h. 30, au local, 60, rue Charlot, réunion de tous les membres du Comité.

Organisation des meetings pour Paris et la banlieue en faveur de Sacco et Vanzetti ; Correspondance diverse.

Les camarades chargés de retenir des salles sont priés d'assister à la réunion.

La Muse Plébéienne, groupe de propagande par le théâtre et la chanson, dirigé par le chansonnier Guérard, reprenant son activité, se met à la disposition des organisations pour des fêtes révolutionnaires et fait appel aux chansonniers et interprètes d'avant-garde.

Pour tous renseignements utiles, écrire au secrétariat, 1 bis, boulevard Magenta, Paris-10^e. Permanence les mardis, de 20 h. 30 à 23 heures.

Les Trois S. — Sociétés Savantes, salle D, ce mardi soir, à 20 h. 45, conférence de Léon-Louis Cordier, sur « Force et Matière ».

Participation aux frais : 2 francs.

Club du Faubourg. — Le Club organise jeudi soir, au théâtre de la Fourmi, un grand débat : « Pour et contre les Cours de Faubourg ».

Pour autoriser une conférence à Paris ? avec les orateurs de l'Union Taurinienne contre ceux de la Société Protectrice des Animaux. On entendra, pour la première fois : Mile Musidora, le député Ybarra, MM. Serge Vaher, J.-J. Renaud, Charles Lussy, Daniel Galine, etc. ; et pour la seconde fois, Berchem, président de la Société Protectrice des Animaux, qui a convoqué comme témoins Mmes Colette, Rachilde, Moreno, MM. Gustave Téry, Clément Vautel, Emile Desvaux, etc. Encore un débat animé en perspective.

Fédération des Locataires de la Seine. — Locataires du 20^e. Renseignements juridiques de 20 heures à 22 heures, rue Ménilmontant, 50.

Locataires du 7^e. — A 20 h. 30, rue Augereau, 23, renseignements juridiques.

Cercle Anarchiste. — Réunion ce mardi soir, à 20 h. 30, salle Herminier, 77, boulevard Barbès.

Causerie par Lorenço : « Comment faciliter la Vie de l'Individu ».

Groupe Anarchiste du 14^e. — Demain mercredi, à 20 h. 30, réunion, 111, rue du Château-d'Eau, 111, rue du Château-d'Eau, sur « les Consequences du Progrès dans l'évolution de l'espèce humaine ».

Les camarades sont invités à venir nombreux.

Reunion tous les mercredis.

Ligue des Droits de l'Homme. — C'est ce soir, à 20 h. 30, salle des Sociétés Savantes, 8, rue Danton (métro Odéon), qu'a lieu le meeting de la Ligue des Droits de l'Homme sur « l'Agonie du Fascisme ».

La réunion sera présidée par M. Aulard, vice-président de la Ligue.

MM. Campodonghi et Natoli, publicistes ; Triacca, grand maître de la Maçonnerie italienne ; le colonel R. Garibaldi ; Jean Pict, de l'« Evénement » ; Emile Kahn, membre du Comité central, y prendront la parole.

La Vie de l'Union Anarchiste

Le Brasseur, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).
Chèque postal : 708-78 Paris

Paris et banlieue

Groupe des 3^e et 4^e. — La réunion constitutive du Groupe aura lieu samedi soir, 31 courant, à 20 h. 45 précises. Les camarades des 3^e et 4^e arrondissements répondront tous à cette convocation. La discussion portera sur l'organisation du Groupe, les moyens à envisager pour l'action dans la région. Le Groupe décidera aussi de la tenue d'une grande conférence-ouverture.

Tous les amis assisteront à cette réunion de samedi soir qui aura lieu 10, rue Brosse, sur la place de l'Eglise-Saint-Gervais, derrière l'Hôtel de Ville (métro Hôtel-de-Ville, autobus A. D.).

Pour tous renseignements, lisez la rubrique « Vie de l'U. A. ».

Adressez provisoirement la correspondance à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

Groupe Universitaire des 5^e et 6^e arrondissements. — Jeudi 29 janvier, causerie par Ménéral, sur : « Les causes et les origines des guerres ». Invitation à tous les copains.

Les camarades des groupes des 13^e, 14^e et 15^e sont priés de se mettre en rapport avec le 5^e et le 6^e pour l'organisation d'un meeting en commun sur la rive gauche.

Groupe du 12^e. — Ce mardi soir, à 20 h. 30, boulevard de Reuilly, 35, le camarade Armand traitera le sujet suivant : « La Vérité sur notre Amoralisme en matière sexuelle ».

Les copains sont invités à assister nombreux à cette causerie qui, vu le sujet, est très délicate.

La distribution des bouquins de la bibliothèque se fera avant la causerie.

Le camarade Gonet est prié de rapporter son bouquin soit au Groupe, soit chez Lelarge.

Groupe Régional de Bezons. — Tous les copains qui ont pris pour les vendre des cartes de la fête du 30 doivent assister à la réunion demain mercredi, à 20 h. 30, salle de l'Anarchisme-Mairie de Villeneuve-Saint-Georges.

Il faut faire restituer les fonds et ce qui leur reste de cartes afin de pouvoir faire les entrées vendredi.

Tous les copains qui peuvent donner un coup de main le 30, à 20 heures, soient présents.

Groupe de Pantin-Aubervilliers. — Réunion demain, à 20 h. 30, rue des Ecoles, 14, à Aubervilliers.

Organisation d'un meeting à Pantin.

Tous les copains du Groupe devant être présents, appel fraternel aux sympathisants et aux lecteurs du « Libéraire ».

Villeneuve-Saint-Georges, Croissy, Montgeron, Brunoy, Draveil-Vigneux. — La troisième réunion du Groupe régional se tiendra samedi prochain, à 20 h. 30, exactement, salle de l'Anarchisme-Mairie de Villeneuve-Saint-Georges.

A l'ordre du jour : 1. nomination d'un secrétaire et d'un trésorier ; 2. discussion sur la façon de soutenir pérorialement la Fédération Anarchiste et l'Union Anarchiste ; 3. organisation d'une grande conférence.

Tous les lecteurs du « Libéraire » sont cordialement invités à s'unir aux quelques copains déjà sur la brèche.